

COMMUNE DE PUGNAC

NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2021

Sommaire :

I. Le cadre général du budget

II. La section de fonctionnement

III. La section d'investissement

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

annexe : extrait du CGCT

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la ville.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2020. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2021 a été voté le 01 mars 2021 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Ce budget a été réalisé sur les bases du débat d'orientation budgétaire présenté le 26 janvier 2021. Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du Département, de la Région et de l'Etat chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la ville ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine, garderie, loyers...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2021 représentent 2 734 202,28 €.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les charges de personnel représentent 30.41% des dépenses de fonctionnement de la ville.

Les dépenses de fonctionnement 2021 représentent 1 897 436,75 euros

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la Ville à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Il existe trois principaux types de recettes pour une ville :

- les impôts locaux Les dotations versées par l'Etat
- les dotations versées par l'Etat
- les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population

b) Les principales dépenses et recettes de la section :

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Dépenses courantes	578 702.28 €	Excédent brut reporté	2 220 921.65 €
Dépenses de personnel	831 500.00 €	Recettes des services	42 500.00 €
Autres dépenses de gestion courante	278 500.00 €	Impôts et taxes	156 879.13 €
Dépenses financières	21 504.57 €	Dotations et participations	263 500.00 €
Dépenses exceptionnelles	12 567.52 €	Autres recettes de gestion courante	50 116.54 €
Autres dépenses	7 000.00 €	Recettes exceptionnelles	234.96 €
Dépenses imprévues	158 662.38 €	Recettes financières	50.00 €
Total dépenses réelles	1 897 436.75 €	Atténuation de charges	0.00 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	36 765.53 €	Total recettes réelles	513 280.63 €
Virement à la section d'investissement	800 000.00 €	Produits (écritures d'ordre entre sections)	0.00 €
Total général	2 734 202.28 €	Total général	2 734 202.28 €

c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2021:

- *concernant les ménages restent les mêmes que l'année précédente*

. Taxe foncière sur le bâti : 20,04%

. Taxe foncière sur le non bâti : 71,56%.

Pas de taux de taxe d'habitation suite à la réforme fiscale de 2020.

- *concernant les entreprises*

Cotisation foncière des entreprises (CFE)

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à 327 605,00 €.

d) Les dotations de l'Etat.

La dotation forfaitaire attendue de l'Etat s'élève à 296 160€ soit une hausse de 86.00 € par rapport à l'an passé.

III. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la ville regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction de l'agrandissement cantine, à la couverture du terrain de tennis...).

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Solde d'investissement reporté	826 462.16€	Virement de la section de fonctionnement	800 000.00 €
Subventions d'investissement	0.00 €	FCTVA	0.00 €
Remboursement d'emprunts	126 009.08 €	Excédent de fonctionnement	632 437.98 €
Travaux de bâtiments (à lister)	469 500.00 €	Cession immobilisation	0.00 €
Travaux de voirie (à lister)	330 500.00 €	Emprunt	0.00 €
Autres dépenses		subventions	283 267.73 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	11 411.16 €	Opérations patrimoniales	0.00 €
Opérations patrimoniales	0.00 €	Produits (écritures d'ordre entre section)	48 176.69 €
Total général	1 763 882.40 €	Total général	1 763 882.40 €

Détails de l'investissement par opérations :

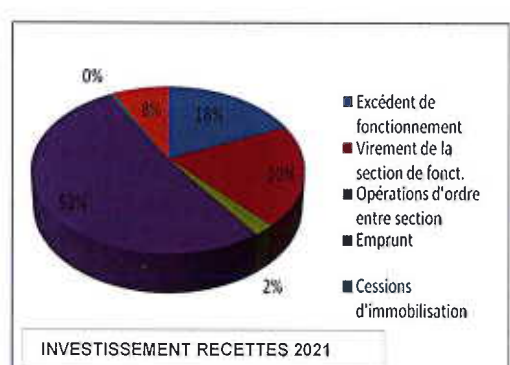
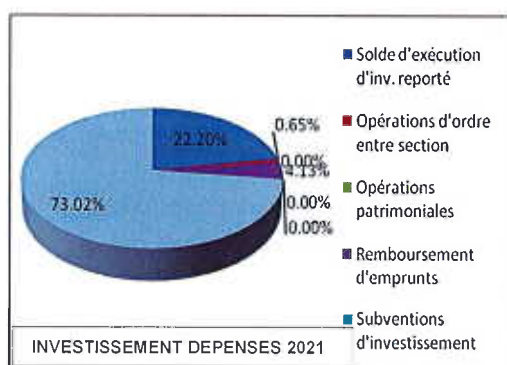
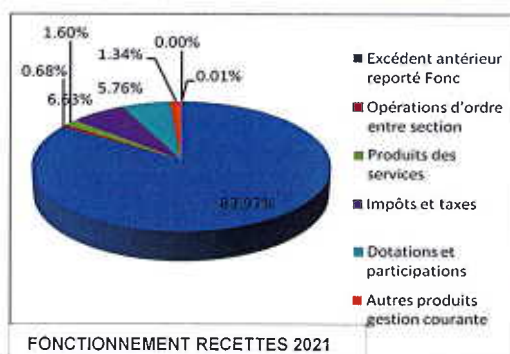
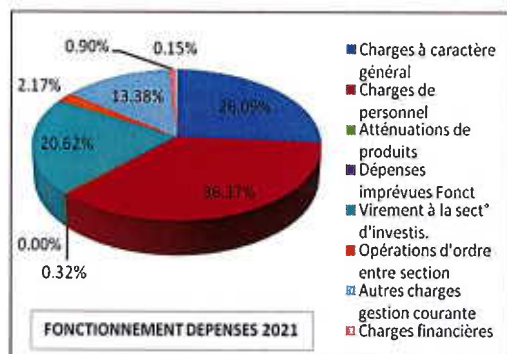
DEPENSES INVESTISSEMENT 2021

N° Prog	Définition des programmes	2021	RAR 2020	Total BP 2021
83	Protection Incendie	15 000.00 €		15 000.00 €
85	Aménagement immeubles comm.x	53 000.00 €		53 000.00 €
86	PLU	4 500.00 €		4 500.00 €
107	Cimetières	42 500.00 €		42 500.00 €
109	Achats terrains	16 500.00 €		16 500.00 €
110	Ecoles	35 000.00 €		35 000.00 €
111	Sports	8 500.00 €		8 500.00 €
113	Matériel Divers	3 500.00 €		3 500.00 €
120	Eclairage Rond Point du Fassier	8 400.00 €		8 400.00 €
	Divers	195 000.00 €		195 000.00 €
	Renforcement Voirie annuel	25 000.00 €		25 000.00 €
122	Assainissement	5 600.00 €		5 600.00 €
124	Fontaine de Lartigue	25 000.00 €		25 000.00 €
125	Accessibilité	2 500.00 €		2 500.00 €
129	ENEDIS extension Réseau	71 000.00 €		71 000.00 €
131	HORLOGE	5 000.00 €		5 000.00 €
132	Vidéo protection	- €		- €
133	EQUIPEMENT informatique	4 500.00 €		4 500.00 €
134	Modernisation gpe scolaire	150 500.00 €		150 500.00 €
136	Communication - Site internet - Téléphonie	3 500.00 €		3 500.00 €
137	Véhicule + divers	79 000.00 €		79 000.00 €
138	Mairie	100 000.00 €	826 462.16 €	926 462.16 €
141	Eclairage Public SDEEG	25 500.00 €		25 500.00 €
		800 000.00 €	826 462.16 €	1 626 462.16 €

- c) Les principaux projets de l'année 2021 sont les suivants : -
- derniers travaux pour l'agrandissement du cimetière (mur)
 - rénovation de la mairie
 - l'extension de la garderie

- d) Les subventions d'investissements prévues :
 - de l'Etat : 94621.73 €
 - du département : 13646.00€

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation



b) Principaux ratios

Les principaux ratios du budget :

Dépenses réelles de fonctionnement / population = 818,21

Produit des impositions directes/population = 141,27

Recettes réelles de fonctionnement / population = 221,34

Dépenses d'équipement brut/population = 701,36

En cours de dette/population = 1066,89

DGF/population = non connue

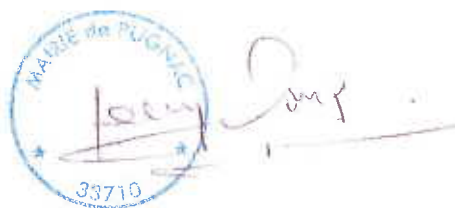
c) Etat de la dette

Remboursement de 116 600.79 € de capital et 19 428.63 € d'intérêts en 2021.

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à Pugnac, le 24 mars 2021.

Le Maire, Jean ROUX



Annexe

Code général des collectivités territoriales – extrait de l'article L2313-1

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :

- 1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;
- 2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;
- 3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;
- 4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :

- a) détient une part du capital ;
- b) a garanti un emprunt ;
- c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;

- 5° Supprimé ;
 - 6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;
 - 7° De la liste des délégataires de service public ;
 - 8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;
 - 9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L1414-1 ;
 - 10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.
- Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.

Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens reçus des éco-organismes ou aux aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat, notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique de la ville de ceux qui relèvent du droit commun.

Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'appl4ication du présent article.